



Independent observer
of the Global Fund

Le Fonds mondial fait des progrès constants en matière de droits humains et d'égalité de genre, dans un contexte de difficultés de mise en œuvre

Un rapport présenté à la 39^e réunion du Conseil d'administration qui s'est tenue à Skopje (Macédoine) les 9 et 10 mai 2018 fait le point sur la mise en œuvre des activités menées au titre des objectifs et sous-objectifs de la stratégie du Fonds mondial pour la période 2017/2022. Pour chaque sous-objectif, le rapport décrit les progrès réalisés à ce jour par le Fonds mondial, ainsi que les principaux risques et difficultés et les plans futurs. Il identifie également l'[indicateur clé de résultat](#) lié à chaque sous-objectif. Pour certains de ces indicateurs, des données sont déjà disponibles, tandis que pour d'autres, elles ne le seront qu'au deuxième trimestre 2019. Le rapport cite de nombreux retards dus aux ressources insuffisantes (budgétaires et humaines) et à des difficultés de coordination interne.

Dans cet article, nous fournissons un aperçu général des progrès accomplis à ce jour, ainsi que des exemples spécifiques relatifs à l'objectif stratégique n° 3, intitulé « Promouvoir et protéger les droits humains et l'égalité de genre ». Pour des raisons d'espace, nous avons dû faire un choix quant aux exemples à mettre en lumière. Ceux-ci sont résumés ci-après pour chacun des sous-objectifs correspondants :

1. Mise à échelle des programmes en faveur des femmes et des jeunes filles

L'initiative stratégique Communautés, droits et genre (CDG) a poursuivi le déploiement du fonds HER Voice (voir l'[OFM 61](#)) promouvant l'engagement significatif d'organisations dirigées par et pour les femmes et les jeunes filles dans 13 pays ciblés. L'initiative est gérée par le Southern African AIDS Trust et l'EANNASO. Un appui supplémentaire est apporté par le Secrétariat du Fonds mondial, qui a recruté deux

conseillers adolescentes et jeunes femmes et un conseiller suivi-évaluation genre plein temps pour guider ces travaux. En outre, des activités de diffusion ont été lancées en vue de mobiliser des contributions financières et en nature afin de prolonger le projet au-delà de la période initiale.

À ce jour, plus de 100 millions de dollars ont été investis par onze pays prioritaires en vue de réduire l'incidence du VIH parmi les adolescentes et les jeunes femmes, deux pays devant encore présenter des demandes de financement avec fonds de contrepartie en faveur des adolescentes et des jeunes femmes. Six des treize pays prioritaires en matière d'adolescentes et de jeunes femmes ont présenté leur demande au cours de la première période d'examen (mars 2017).

En raison de l'intervalle court entre l'approbation de l'Initiative stratégique Communauté, droits et genre (voir le [numéro 301](#) de la version anglaise de l'OFM) et le début de la stratégie 2017/2022, l'assistance technique à l'appui de l'inclusion d'interventions de prévention des nouvelles infections parmi les adolescentes et les jeunes femmes a fait défaut. Un groupe d'apprentissage adolescentes et jeunes femmes a été mis sur pied avec les parties prenantes clés afin de coordonner le travail autour des goulots d'étranglement et des besoins en assistance technique dans les pays. Le Fonds mondial a élaboré un plan exhaustif de suivi-évaluation, et travaillera avec les partenaires techniques en vue de collecter les données sur l'incidence qui serviront à fixer les cibles d'impact.

2. Réduction des inégalités sur le plan de la santé liées à l'âge et au genre

Le Fonds mondial a mis au point un cadre d'analyse mondiale des obstacles et risques liés au genre entravant l'accès aux services de lutte contre la tuberculose. Le partenariat Halte à la tuberculose a mobilisé des fonds destinés à soutenir pas moins de 7 évaluations des questions de genre (outre les 4 évaluations déjà terminées) d'ici la fin de l'année. Un examen mondial complet des enquêtes visant à identifier les tendances et les ripostes programmatiques sera réalisé d'ici la fin du premier trimestre 2019.

Au sein du Secrétariat, une nouvelle orientation en matière de ressources humaines est active depuis mars 2018. Elle comprend une section sur l'égalité de genre et les droits humains, qui couvre l'importance de mettre à échelle les programmes levant les obstacles aux droits humains et à l'égalité entre les genres, et notamment les programmes ciblant les adolescentes et les jeunes femmes.

Pour ce qui est des défis, malgré l'intense plaidoyer du Fonds mondial concernant l'importance d'intégrer les considérations de genre dans la programmation de la lutte contre la tuberculose, la demande d'évaluations des questions de genre au sein de ces programmes reste faible. Le département Communauté, droits et genre collabore avec les plateformes régionales de l'initiative stratégique CDG en vue de stimuler davantage la demande de ce type d'évaluations.

3. Mise à échelle des programmes levant les obstacles liés aux droits humains

Dix-huit évaluations de référence sur vingt programmées dans les pays prioritaires en matière de droits humains sont en cours de réalisation, la plupart étant pratiquement terminées. Les deux dernières évaluations de référence sont prévues dans les prochains mois. Selon les évaluations terminées, ces dix-huit pays dont les demandes de fonds de contrepartie en faveur des droits humains ont été recommandées par le CTEP ont investi plus de 50 millions de dollars dans ces programmes. Pour les nouvelles demandes de financement de pays à revenu intermédiaire, 19 pour cent du budget de la subvention VIH sont investis dans des activités ciblant les populations clés et 2 pour cent le sont dans l'élimination des obstacles liés aux droits humains (d'après la communication partielle de l'information sur la cohorte) (indicateur clé de résultat 9b).

De plus, cinq des six demandes de financement de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure évaluées font état d'investissements nationaux dans des programmes ciblant les populations clés, et trois

seulement font état d'investissements dans les droits humains. D'après le rapport, ce faible résultat tient vraisemblablement au manque de leviers politiques existants à même de stimuler les investissements nationaux (et de communication de l'information sur les investissements) dans les droits humains. Les données de référence collectées dans le cadre des évaluations serviront à éclairer les discussions sur le type de leviers politiques nécessaires pour inciter à accroître les engagements nationaux en faveur de programmes visant à réduire les obstacles liés aux droits humains entravant l'accès aux services.

Étant donné la nécessité de garantir la pérennité des programmes visant à réduire les obstacles liés aux droits humains entravant l'accès aux services dans les pays se préparant à s'affranchir du soutien du Fonds mondial, les équipes de pays travaillant dans les 20 pays cibles ont été formées à la pérennité et à la transition afin d'identifier les défis et les occasions liés à la pérennisation de ces programmes. Il est encourageant de constater que des notes d'information technique et des profils de pays ont été créés et diffusés, et que les efforts visant à accroître la collaboration avec les partenaires techniques commencent à porter leurs fruits. Toutefois, les capacités au Secrétariat restent faibles, ce qui entrave les efforts visant à mettre au point une nouvelle approche programmatique en matière de droits humains.

4. Intégration des considérations de droits humains

Un mandat a été élaboré pour la réalisation d'un examen global des questions de droits humains dans les politiques. De plus, des travaux ont été lancés sur une procédure de dépôt de plaintes alléguant d'une violation des droits de l'homme, ainsi que sur la mise au point d'une approche révisée des crises en matière de droits humains. Ces trois entreprises devraient être terminées au deuxième trimestre 2018. Le département CDG a embauché une personne à cet effet.

5. Appuyer la participation significative des populations clés et vulnérables

Suite à une réunion des parties prenantes mondiales organisée en janvier pour promouvoir l'utilisation des outils de mise en œuvre relatifs aux populations clés, 4 consultations nationales ont eu lieu sous l'égide de réseaux mondiaux de populations clés dirigés par des circonscriptions : le Réseau des projets sur les travailleurs du sexe, le Forum mondial sur les HSH, le Réseau international des consommateurs de drogues et le Réseau mondial des femmes trans contre le VIH/Action mondiale pour l'égalité trans. Ces consultations ont permis aux groupes de populations clés de discuter de la qualité des programmes existants en utilisant les outils comme référence et d'élaborer des plans d'action pour plaider en faveur de la mise à échelle de services complets et fondés sur les droits conformément aux outils.

En outre, le département CDG continue de se concentrer sur les communautés touchées par la tuberculose et le paludisme. Il renforce les réseaux régionaux de lutte contre la tuberculose et soutient les militants en faveur de la lutte contre cette maladie afin qu'ils influencent les procédures liées au Fonds mondial au niveau des pays. Le département CDG déploiera également dans trois pays le Malaria Matchbox, un guide pratique visant à mettre en lumière les obstacles liés aux droits humains et au genre, à proposer des réponses adaptées aux besoins et à déclencher l'action dans la lutte contre le paludisme. Tous les maîtres d'œuvre ont demandé des ressources supplémentaires afin de travailler avec ces communautés.

En ce qui concerne les instances de coordination nationale, le Fonds mondial a révisé plusieurs politiques et pratiques afin de soutenir la participation accrue de la société civile et des populations clés. En fait, sur les 23 ICN de pays à fort impact ou essentiels qui avaient au moins 1 ou 2 indicateurs d'engagement de la société classés « pas entièrement conformes » lors de l'évaluation de leurs résultats en janvier 2017, toutes ont désormais des activités pertinentes dans leur plan d'amélioration, et 13 affichent de meilleurs résultats pour ces indicateurs. Il est prévu que le Pôle ICN poursuive avec les 10 ICN restantes une fois que la situation relative à l'évolution des ICN sera plus claire. Par ailleurs, les directives sur le financement des instances de coordination nationale ont été révisées de manière à inclure une exigence

budgétaire stipulant que 15 pour cent du financement des ICN doivent être consacrés au renforcement de la participation des circonscriptions.

Enfin, l'initiative stratégique Communautés, droits et genre a achevé les travaux de planification et de recrutement avec les 40 fournisseurs sélectionnés au travers d'appels à propositions lancés en 2017. Deux autres appels à propositions visant à sélectionner des fournisseurs au titre de la deuxième composante de l'initiative (Développement des capacités à long terme et participation significative des populations clés et vulnérables) ont été lancés, et les nouveaux fournisseurs seront sélectionnés d'ici la fin du deuxième trimestre 2018. Dix demandes d'assistance technique ont été satisfaites au dernier trimestre 2017 et dix autres ont été reçues durant la même période, dont 9 étaient en cours de réalisation au premier trimestre 2018. Le département CDG a planifié et organisé un événement d'apprentissage à Bangkok en février 2018, lequel a rassemblé des participants de tous les fournisseurs nouvellement sélectionnés afin de discuter des enseignements de l'initiative stratégique et de présenter le cadre de suivi, d'apprentissage et d'évaluation qui servira à suivre les réalisations et à en faire rapport.

6. Considérations transversales

Étant donné le volume des demandes de financement présentées fin 2017 et le très grand nombre de formations liées aux procédures et aux systèmes pour le personnel de la Division de la gestion des subventions, aucune activité de formation n'a été mise en œuvre au dernier trimestre 2017. Durant cette période, le département CDG a mis au point un atelier destiné aux équipes de pays, aux gestionnaires de portefeuille du Fonds et au personnel santé publique et suivi et évaluation travaillant sur les 20 pays prioritaires, consacré à la mise à échelle des programmes visant à lever les obstacles liés aux droits humains entravant l'accès aux services. Les ateliers se sont tenus en janvier 2018, et d'autres auront lieu dans le courant de l'année.

Enfin, un rapport exhaustif sur l'intégration d'interventions structurelles dans la planification de la programmation nationale contre le VIH et leur application aux modèles d'investissement relatifs au VIH a été finalisé sur la base d'une consultation d'experts organisée par les partenaires techniques. Ces derniers guideront le Fonds mondial quant à la manière la plus efficace de mettre en œuvre les recommandations du rapport.

[Read More](#)
